



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

DES MOBILISATIONS QUI RÉCHAUFFENT LE CLIMAT SOCIAL CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 5 MARS 2015

A La Poste, dans les hôpitaux, ou à Sanofi, comme dans bien d'autres entreprises, des salariés refusent de subir sans réagir les coups portés par leurs directions. Des grèves contre des projets de réorganisation, pour l'augmentation des salaires, l'arrêt de la dégradation des conditions de travail, se multiplient en ce moment dans le pays.

Une première victoire à La Poste

En Basse-Normandie, la direction de La Poste espérait que son projet de réorganisation passe comme... une lettre à la poste. Elle en a été pour ses frais. Il était question de remplacer une pause payée de 20 minutes par une pause obligatoire... non payée d'au moins trois quarts d'heure, sur le temps de midi. Par ce moyen, la direction escomptait pouvoir supprimer encore de nombreux emplois.

Eh bien, ça n'a pas marché. Massivement, jusqu'à 100% dans certains bureaux, les facteurs de Basse-Normandie ont dit : non, stop, ça suffit ! Le 24 février, à Caen, leur manifestation a réuni près de 600 personnes, du jamais vu. Ce qui a fait la force de cette grève, c'est qu'elle a touché simultanément 3 départements : la Manche, le Calvados et l'Orne. C'est cela qui a permis de créer le rapport de force pour que La Poste recule rapidement, après seulement 2 jours de grève !

Débrayages et grèves pour les salaires

Dans tout le pays, depuis le début de l'année, les débrayages et les grèves se multiplient : chez Vinci, Thalès, Véolia, Michelin, Hutchinson, Carrefour, Bigard, Castorama, Air Liquide, Dassault, Brink's, Petit bateau, Lindt, L'Oréal, Valéo, Fleury Michon, Aéroports de Paris, Legrand, Henkel, Intermarché ou encore les transports routiers et bien d'autres.

Le plus emblématique de ces mouvements est peut être celui de Sanofi, dont plusieurs centres sont touchés, comme Ambarès ou Sisteron, où se mène une grève depuis plus de 2 semaines. A l'heure où le nouveau PDG se voit attribuer 4 millions d'euros de cadeau de bienvenue avant

même d'être arrivé (plus de 228 années de SMIC brut), où des milliers d'emplois ont été détruits ces dernières années, les salariés revendiquent des augmentations de salaire. Car de l'argent, il y en a. La somme versée aux actionnaires représente 3 fois la totalité des salaires de l'ensemble des salariés Sanofi France !

Dans les hôpitaux, ça déborde

Plusieurs services d'urgence se sont mis en grève pour dénoncer le sous-effectif chronique dont ils souffrent, alors que la situation devient chaque jour plus catastrophique. Au Mans, à Cahors notamment, une partie du personnel des hôpitaux ont entrepris des mouvements de protestation, des grèves, des manifestations, pour dénoncer le manque de personnel, qui se traduit par des conditions de travail très dégradées, qui affectent bien sûr les patients.

Plus que jamais, la convergence des luttes s'impose

Les salariés sont attaqués, les actionnaires gavés : ça ne peut plus durer !

Il est indispensable d'élargir la protestation au niveau national.

Car les attaques des services publics ont les mêmes causes que dans les entreprises du privé.

Le 9 avril prochain, les syndicats CGT, FO, Solidaires et FSU appellent à une journée de grève interprofessionnelle, certes bien tardive, contre l'austérité et pour le retrait de la loi Macron. A nous d'en faire un relais national pour contrer les offensives patronales et gouvernementales.

En relayant les luttes existantes, elle peut permettre d'exprimer, massivement, nationalement le ras le bol accumulé et être un encouragement à mettre en place une convergence des luttes pour préparer un mouvement d'ensemble.

L'utilisation de l'article 49.3 par le gouvernement pour faire passer en force sa loi Macron – qui démantèle le droit du travail – est la preuve que ce gouvernement n'est pas si fort et qu'on peut le faire reculer !



SETIN : PATRON VOYOU ET ANTI-SYNDICALISTE DE CHOC !

A l'heure où il est de bon ton de défendre « *la liberté d'expression* », le soi-disant « *dialogue social* », il semble qu'une partie du patronat de l'agglomération elbeuvienne a une vision de la liberté d'expression toute particulière.

La création de nouvelles sections syndicales devient un tour de force. Les difficultés rencontrées par l'Union Locale CGT se multiplient.

Dans la distribution, en particulier chez Leclerc et Mac Do (situés à St Pierre), le patronat anti syndical a tenté d'user de chantage et de menaces de licenciement à l'encontre de jeunes syndicalistes courageux, n'ayant pour but que de créer 2 sections syndicales, afin de faire respecter les droits minimum des salarié(e)s. Et c'est à force de mobilisations, d'arguments juridiques et d'application du droit que ces 2 sections syndicales ont enfin pu voir le jour.

Dernier fait en date : l'entreprise SETIN (située à Martot), où le patron s'acharne à son tour, à l'image de ses collègues patrons de la zone commerciale de St Pierre-lès-Elbeuf, contre un jeune syndicaliste, menacé lui aussi d'un licenciement bidon, dont le dossier apparaît totalement vide. Le seul but de cet acharnement étant de décourager et d'empêcher, là aussi, la création d'une nouvelle base syndicale dans cette entreprise.

Là encore, la solidarité dans la mobilisation doit contraindre ce patron de choc à l'application du simple droit. Défendons tous les syndicalistes menacés de licenciement contre un patronat tenté par les méthodes fourbes et déloyales des patrons « voyous ».

LE 8 MARS 2015, POUR LE DROIT DES FEMMES, IL Y A TOUJOURS URGENCE À SE MOBILISER !

La loi Macron prévoit l'extension du travail du dimanche sans obligation de majoration des heures, veut faire commencer le « travail de nuit » à des heures plus tardives et favoriser des contrats précaires pour les salariés.

Premières visées par ces mesures, les femmes sont toujours moins payées que les hommes et occupent la majorité des temps partiels imposés. L'austérité dans les services publics bloque la création de crèches, de nombreuses femmes étant contraintes de s'arrêter de travailler, faute de places. Le droit à l'avortement est aujourd'hui remis en cause par les fermetures de centres d'IVG.

Les violences faites aux femmes, à la maison ou dans la rue, sont entretenues par le climat sexiste et réactionnaire qui alimente la montée de l'extrême-droite.

Patrons et puissants profitent de ces discriminations, que malgré leurs discours hypocrites, ils organisent. L'égalité entre femmes et hommes est toujours à conquérir.

AUGMENTATIONS DE SALAIRE À RENAULT TANGER

Du 9 au 13 février, les ouvriers de l'usine Renault Nissan de Tanger, au Maroc, ont débrayé et organisé plusieurs sit-in devant les locaux de la direction pour faire entendre leurs revendications. Ils réclamaient des augmentations de salaire ainsi que le paiement des temps de pause et de diverses primes. Le 14 février, la direction et le syndicat UMT de l'usine ont signé un protocole d'accord annuel qui prévoit une revalorisation des salaires de l'ensemble des salariés, toutes catégories confondues. Il prévoit aussi d'apporter des aides directes au personnel.

Pourtant, dès son ouverture, Renault avait utilisé le très bas niveau des salaires à Tanger (240 € par mois) pour briser les grèves salariales en Roumanie (450 € par mois), en menaçant, comme il le fait en France, de « délocaliser » des fabrications. Mais cette grève à l'usine de Tanger prouve que dans ces deux pays, les revendications pour des augmentations de salaires obtiennent des résultats. Elle est la meilleure riposte à la mise en concurrence mondialisée des travailleurs.

GRÈCE: PAS UN PAS EN ARRIÈRE !

Le 25 janvier, Siriza a remporté les élections législatives grecques. Un succès porteur d'espoir pour tous ceux et celles qui combattent les politiques d'austérité en Europe. Pourtant, le 23 février, son leader – Alexis Tsipras – a capitulé devant les institutions européennes. Après des négociations marathon entre le gouvernement grec et l'Eurogroupe, il s'est résigné à abandonner la mise en application du programme pour lequel il avait été élu et il s'est engagé à des réformes qui ressemblent à celles de ses prédécesseurs.

Face aux requins de l'Eurogroupe, France et Allemagne en tête, Tsipras n'a pas fait le poids parce que jusqu'à présent, il n'a pas tenté de s'appuyer sur la seule chose que peuvent craindre tous les capitalistes: la mobilisation des peuples.

Pour rompre avec l'austérité et réaliser ne serait-ce que les mesures sociales contenues dans le programme de Siriza, il faudrait une mobilisation pour imposer la rupture avec les diktats de l'Union Européenne, réquisitionner la Banque centrale grecque, nationaliser sans indemnité le secteur bancaire et les entreprises stratégiques du pays et annuler la dette publique. Bref, il faudrait refuser de continuer à obéir aux règles catastrophiques du système capitaliste.

Un tel élan pourrait s'exporter dans toute l'Europe et là, seulement là, nous aurions une chance de mettre un terme aux méfaits de ceux qui saignent le peuple grec et tous les peuples d'Europe.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique